

Les engagements des candidats

Candidate : **Marine Le Pen**



Biographie

Née le 5 août 1968 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine, France). Avocate de profession, elle siège au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais depuis mars 1998 (avec une interruption entre mars 2004 et mars 2010) et au Parlement européen depuis juillet 2004. Elle est mère de trois enfants. Elle a été mariée deux fois et a divorcé deux fois avant de vivre aujourd'hui maritalement avec Louis Aliot, Vice-Président du Front National.

Site internet : <https://www.marine2017.fr/programme/>

Principaux engagements

Ecologie / développement durable

- Rompre avec le modèle économique fondé sur la mondialisation sauvage des échanges et le dumping social, sanitaire et environnemental ; la véritable écologie consiste à produire et consommer au plus près et retraiter sur place.
- Faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire du quinquennat, parce que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas.
- Développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...) grâce au patriotisme économique, à l'investissement public et privé et aux commandes d'EDF. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien.
- Garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service public. Refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim.
- Baisser immédiatement de 5 % les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité.
- Soutenir une filière française de l'hydrogène (énergie propre), par un appui de l'État en matière de recherche et développement.
- Interdire l'exploitation du gaz de schiste, tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies, et appliquer le principe de précaution en interdisant les Organismes Génétiquement Modifiés.
- Faire de la protection animale une priorité nationale. Défendre le bien-être des animaux en interdisant l'abattage sans étourdissement préalable et en remplaçant le plus possible les expérimentations animales. Refuser le modèle des fermes-usines, du type « ferme des 1000 vaches ».

Economie / Travail

- Alléger la complexité administrative et fiscale pesant sur les TPE-PME : guichet unique dédié (social, fiscal et administratif), généralisation du « titre emploi service entreprise » aux TPE, remplacement du compte pénibilité, par un nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée grâce à une médecine du travail qui sera reconstituée. La pénibilité constatée sera compensée par une majoration des annuités de retraite.
- Abaisser les charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive. Cet allègement de charges sera conditionné au maintien de l'emploi.
- Maintenir le dispositif à taux réduit à 15 % de l'impôt sur les sociétés pour les TPE-PME et créer un taux intermédiaire à 24 % (au lieu de 33 %) pour les PME.
- Libérer l'accès au crédit pour les petites et très petites entreprises grâce à des taux préférentiels sous la supervision de la Banque de France afin de remettre la finance au service de l'économie réelle.
- Diviser par deux le taux d'intérêt maximum pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises et les ménages.
- Mettre en place un plan de ré-industrialisation dans le cadre d'une coopération associant l'industrie et l'État-stratège pour privilégier l'économie réelle face à la finance spéculative.
- Priver d'accès aux marchés publics les multinationales qui pratiquent l'évitement fiscal et refusent de régulariser leur situation.
- Soutenir les entreprises par la mise en place d'un protectionnisme économique et le rétablissement d'une monnaie nationale.
- Interdire l'importation et la vente de produits provenant de l'étranger qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français.
- Refuser les traités de libre-échange (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.). Développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières.
- Instaurer un vrai patriotisme économique en se libérant des contraintes européennes et en réservant la commande publique aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable. Réserver une partie de la commande publique aux PME.

- Mettre en place une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers.
- Créer un grand ministère de l'Outre-mer et de la Mer afin de valoriser la dimension maritime de la France et développer un vaste plan stratégique d'investissement autour de l'économie de l'or bleu.
- Fixer l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour percevoir une retraite pleine.
- Retirer la loi Travail (dite loi El Khomri).
- Maintenir la durée légale hebdomadaire du travail à 35 heures et défiscaliser les heures supplémentaires.
- Dégeler et revaloriser le point d'indice pour les fonctionnaires. Préserver le statut de la fonction publique. Élargir et généraliser le troisième concours de la fonction publique et le réserver aux plus de 45 ans ayant au moins huit ans d'expérience dans le privé.
- Garantir la Sécurité sociale pour tous les Français ainsi que le remboursement de l'ensemble des risques pris en charge par l'Assurance maladie.

Education

- Assurer la transmission des connaissances par le renforcement des apprentissages fondamentaux (français, histoire, calcul). À l'école primaire, réserver la moitié du temps d'enseignement au français. Supprimer « l'enseignement des langues et cultures d'origine » (ELCO).
- Faire de l'école un « asile inviolable où les querelles des hommes n'entrent pas » (Jean Zay), en y imposant non seulement la laïcité, mais également la neutralité et la sécurité.
- Rétablir l'autorité et le respect du maître et instaurer le port d'un uniforme à l'école.
- Revenir sur la réforme des rythmes scolaires. Rétablir une véritable égalité des chances en retrouvant la voie de la méritocratie républicaine.
- À l'université, passer d'une sélection par l'échec à une sélection au mérite. Refuser le tirage au sort comme moyen de sélection. Revaloriser les bourses au mérite.
- Développer massivement l'alternance (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation) dans l'artisanat, le secteur public et le privé.
- Garantir la liberté de scolariser ses enfants selon ses choix, tout en contrôlant plus strictement la compatibilité avec les valeurs de la République des enseignements dispensés dans les établissements privés hors-contrat.

Etat/Laïcité/Justice

- Organiser un référendum en vue de réviser la Constitution et conditionner toute révision future de la Constitution à un référendum. Élargir le champ d'application de l'article 11 de la Constitution qui permet à la présidence de la République d'organiser des référendums.
- Créer un véritable référendum d'initiative populaire, sur proposition d'au moins 500 000 électeurs.
- Permettre la représentation de tous les Français par le scrutin proportionnel à toutes les élections.
- Abaisser le nombre de députés à 300 (contre 577 aujourd'hui) et le nombre de sénateurs à 200 (contre 348 aujourd'hui).
- Conserver trois niveaux d'administration (au lieu de six actuellement) : communes, départements et État.
- Réarmer massivement les forces de l'ordre. Rétablir des services de renseignement de terrain.

Europe et politique étrangère

- Retrouver la liberté et la maîtrise du destin de la France en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). Pour cela, une négociation sera engagée avec les partenaires européens de la France, suivie d'un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne. Création d'un ministère des Souverainetés.
- Pavoiser en permanence tous les bâtiments publics du drapeau français et en retirer le drapeau européen.
- La libéralisation du rail voulue par l'Union Européenne sera refusée.
- Rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen. Quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN.

Etrangers / immigration

- Ériger la citoyenneté française en privilège pour tous les Français par l'inscription dans la Constitution de la priorité nationale
- Rendre impossible la régularisation ou la naturalisation des étrangers en situation illégale. Simplifier et automatiser leur expulsion.
- Réduire l'immigration légale à un solde annuel de 10 000. Mettre fin à l'automatisme du regroupement et du rapprochement familial.
- Supprimer le droit du sol : l'acquisition de la nationalité française sera possible uniquement par la filiation ou la naturalisation dont les conditions seront plus exigeantes.
- Expulser tous les étrangers en lien avec le fondamentalisme islamiste (notamment les fichés S).

Politique familiale / logement

- Créer une union civile (PACS amélioré) qui viendra remplacer les dispositions de la loi Taubira de « mariage pour tous », sans effet rétroactif.
- Défendre la structure familiale : institution irremplaçable, la famille représente le caractère central de la société, la famille doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme et accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère.
- Rehausser progressivement le plafond du quotient familial, rétablir la demi-part des veuves et veufs et la défiscalisation de la majoration des pensions de retraite pour les parents de famille nombreuse.
- Mettre en œuvre une vraie politique nataliste réservée aux familles françaises, en rétablissant l'universalité des allocations familiales et en maintenant leur indexation sur le coût de la vie. Rétablir la libre répartition du congé parental entre les deux parents.
- Permettre à chaque parent de transmettre sans taxation 100 000 euros à chaque enfant tous les cinq ans (au lieu de quinze ans actuellement) et augmenter le plafond des donations sans taxation aux petits-enfants à 50 000 euros, également tous les cinq ans.
- Réserver prioritairement aux Français l'attribution du logement social, sans effet rétroactif, et le mobiliser vers les publics qui en ont le plus besoin. Appliquer réellement l'obligation de jouissance paisible sous peine de déchéance du bail.
- Créer une « Protection-Logement-Jeunes » : lancer un grand plan de construction de logements étudiants et revaloriser de 25 % les APL pour les jeunes jusqu'à 27 ans dès la première année du quinquennat.

Respect de la vie humaine, de la conception à la mort naturelle / Santé

- Maintenir l'interdiction de la Gestation Par Autrui et réserver la Procréation médicalement Assistée comme réponse médicale à la stérilité.
- Refus de l'euthanasie : « La demande de mort est moins l'envie de mourir qu'un appel au secours » (discours de Marion Maréchal Lepen à l'assemblée nationale en faveur du développement des soins palliatifs, le 6 octobre 2015).
- Interruption Volontaire de Grossesse : opposition au délit d'entrave numérique à l'IVG lors du débat à l'assemblée nationale.
- Maintenir au maximum les hôpitaux de proximité et augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière.
- Créer un 5e risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance afin de permettre à chaque Français de se soigner et de vivre dans la dignité.
- Réaliser des économies en supprimant l'Aide Médicale d'État réservée aux clandestins, en luttant contre la fraude (création d'une carte Vitale biométrique fusionnée avec le titre d'identité).